

Défaite stratégique : l'Iran et la Russie font vaciller l'hégémonie occidentale | Baud

La bataille civilisationnelle fait rage, et l'Occident est en train de perdre lourdement. Je suis aujourd'hui rejoint par l'ancien officier du renseignement suisse et analyste militaire, le colonel Jacques Baud, pour une discussion sur les sanctions de l'UE, la guerre Israël-Iran, le passage de la logique de la guerre froide au conflit civilisationnel, ainsi que sur la crise plus profonde du leadership et de la stratégie occidentale. Liens : Livres de Jacques Baud sur Amazon : <https://www.amazon.com/stores/author/B001K7ETPE/allbooks> Neutrality Studies sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : <https://pascallottaz.substack.com/s/academic>) Boutique : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com> Donations : <https://neutralitystudies.com/donate> Chapitres : 00:00:00 Introduction 00:00:13 Sanctions de l'UE et bataille juridique 00:15:06 Guerre Israël-Iran et limites occidentales 00:22:17 Logique de la guerre froide vs affrontement civilisationnel 00:31:16 Russophobie, Iran et angles morts occidentaux 00:42:58 Victoire, mort et guerre asymétrique 00:47:52 Leadership occidental et impasse stratégique 00:58:03 Livres et conclusion

#Pascal

Bienvenue à tous dans *Neutrality Studies*. Je m'appelle Pascal Lottaz, et je suis à nouveau accompagné aujourd'hui de mon compatriote, le colonel Jacques Beau. Jacques, ravi de te retrouver.

#Jacques Baud

Bonjour. Merci beaucoup de m'avoir à nouveau invité dans votre émission. Bonjour à toutes et à tous.

#Pascal

Je vous remercie beaucoup d'avoir accepté de nous parler à nouveau, parce que vous êtes, bien sûr, l'un des rares citoyens européens à être sanctionné par l'Union européenne. Pour ceux qui ne le sauraient pas, Jacques Beau a été inscrit sur la liste des sanctions liées à la Russie en décembre dernier, je crois que c'était le quinze décembre, si je me souviens bien. Vous avez donc passé un Noël particulièrement désagréable sous sanctions. Vous n'avez plus accès à votre compte bancaire, ni à la moindre possibilité de signer des contrats, ou même de quitter le pays. Vous êtes installé en Belgique. Nous sommes aujourd'hui lundi, le vingt avril, et cela fait maintenant plus de quatre mois que vous vivez sous sanctions. Alors, qu'est-ce qui s'est passé pour vous depuis tout ce temps ?

#Jacques Baud

Eh bien, en attendant, nous avons déposé une demande pour être retirés de la liste des sanctions. Nous l'avons fait début mars. Nous n'avons toujours pas reçu de réponse. Donc, nous avons saisi la Cour de justice de l'Union européenne, en rappelant que la décision de m'inscrire sur la liste des sanctions n'était pas une décision judiciaire, mais une décision politique. Cela veut dire qu'il n'existe pas de procédure d'appel normale, comme dans un cadre judiciaire classique. Nous contestons donc une décision politique par des moyens juridiques. C'est quelque chose d'assez particulier, parce que la décision de me placer sous sanctions était extrajudiciaire, ce qui signifie que je n'ai absolument enfreint aucune loi.

Je n'ai enfreint aucun règlement, où que ce soit. J'ai simplement exercé mon droit à m'exprimer. Et les sanctions n'ont été décidées ni par un juge, ni par un tribunal, en réalité. Donc maintenant, on doit contester une décision politique par une procédure judiciaire, et c'est ce qu'on fait. Je ne sais pas exactement où en est le dossier, parce qu'il est actuellement examiné par la Cour de justice de l'Union européenne. En attendant, à la demande de mes avocats, j'ai obtenu ce qu'ils appellent une exemption humanitaire, qui me permet un accès limité à mon compte bancaire en Europe. Comme je vis en Belgique, ça me permet d'acheter de la nourriture et les produits de première nécessité.

C'est pour ça que j'ai un accès limité à mon compte bancaire. En Suisse, normalement, le pays n'adopte pas ce type de sanctions, parce que c'est une sanction contre ma liberté d'opinion et ma liberté d'expression. Donc, la Suisse n'a pas adopté ce paquet de sanctions. Mais la banque suisse, et des institutions comme Swisscard, par exemple pour American Express, ont tout simplement résilié mon contrat, alors que je devrais normalement avoir un accès complet à mes comptes. Ma banque a aussi gelé mon compte en Suisse, et il a été partiellement rétabli grâce à l'intervention de mon avocat, parce que ce n'était pas une décision du gouvernement suisse.

On voit bien que la situation, parce que ces institutions financières ont peur des sanctions secondaires et des éventuelles répercussions, eh bien, elles imposent leurs propres sanctions, si on peut dire. Et ça, c'est extrêmement inquiétant, parce que ça veut dire, par exemple, que Swisscard ne respecte pas vraiment la liberté d'expression. On peut dire clairement qu'ils me condamnent unilatéralement, alors que je n'ai enfreint aucune loi, aucun règlement, ni aucun des contrats que j'avais avec eux pour ma carte de crédit, par exemple. Au contraire, j'étais même un très bon client. Donc, tout cela montre que cette question des sanctions est en réalité bien plus perverse qu'on ne le pense.

Et en Europe, non, je vis plus ou moins normalement. Je ne peux pas voyager. Je suis toujours interdit de me rendre dans mon pays. Je ne peux pas retourner en Suisse, mon propre pays. Je suis toujours Suisse. Je n'ai pas la nationalité belge, je suis uniquement Suisse. Et si je m'évadais, ce qui serait sans doute techniquement possible, je ne pourrais pas revenir chez moi, dans mon vrai chez-moi, mon appartement, ou ce genre de choses. Voilà la situation. Donc, je suis plus ou moins en prison. Je suis en quelque sorte assigné à résidence, si vous voulez, en Belgique. C'est comme ça qu'on peut le dire. Et encore une fois, je n'ai pas le droit d'utiliser de carte de crédit ni quoi que ce soit

de ce genre, donc mes moyens de vivre sont très limités. Mais mes besoins essentiels sont couverts. Voilà la situation.

#Pascal

C'est quand même très triste. Vous savez, ce que vous décrivez, on appelle ça la sur-conformité. Et c'est l'une des conséquences non intentionnelles, parce qu'on sait très bien que les sanctions poussent les institutions à en faire trop, y compris celles qui sont en Suisse. Mais comme elles veulent travailler avec l'Union européenne, qu'elles ont besoin de travailler avec l'Union européenne, eh bien voilà. Il y a des accords d'échange, des partenariats, tout ça. Aucune banque suisse ne peut fonctionner sans être aussi présente à l'intérieur de l'Union européenne.

À cause de ça, ils choisissent la voie la plus sûre : ils ferment tous vos comptes, tout ce que vous avez, juste pour être certains de rester du bon côté. Leur service juridique leur dira, par précaution, qu'il vaut mieux faire ça plutôt que de prendre le moindre risque à l'avenir. Et c'est exactement ce qui est arrivé à beaucoup de gens sous sanctions, y compris avec les sanctions contre l'Iran, ou d'autres pays sanctionnés. La sur-conformité fait tout simplement partie du lot. Et c'est...

#Jacques Baud

Vous avez raison, même si c'est une sur-surconformité, dans le sens où, dans mon cas, je ne parle pas des sanctions contre l'Iran. Mais en ce qui me concerne, quand la Suisse a protesté contre l'Union européenne le neuf janvier, elle a déposé une protestation, une démarche diplomatique en fait, auprès de l'Union européenne, pour contester les sanctions prises contre moi. D'abord à cause du manque de procédure régulière, et ensuite parce que cela portait atteinte à ma liberté d'expression. Et dans ce contexte, la banque suisse et les cartes suisses d'American Express enfreignent même la décision suisse. Il faut le dire clairement. C'est extrêmement préoccupant de voir ces institutions agir sans aucune base légale. Elles ont même saisi certains de mes avoirs. Je ne veux pas entrer dans les détails, mais cela a aussi annulé les crédits que j'avais chez eux.

#Pascal

Petite pause rapide, parce que j'ai été récemment banni de YouTube. Même si je suis de retour, ça peut très bien se reproduire à tout moment. Donc, s'il vous plaît, pensez à vous abonner, non seulement ici, mais aussi à ma liste de diffusion sur Substack. C'est pascallottaz.substack.com. Le lien est dans la description juste en dessous. Et maintenant, on reprend la vidéo. Non, c'est une situation vraiment problématique. En fait, si je ne me trompe pas, en Suisse, on a, sinon une loi, du moins une réglementation qui interdit aux institutions suisses d'appliquer des sanctions étrangères sur le territoire suisse. Mais je ne suis pas totalement sûr, il faudrait que je vérifie ça. Donc ce n'est pas seulement contraire à la décision du Conseil fédéral ou du gouvernement, c'est même, en partie, illégal selon le droit suisse. Mais le problème, pour ces institutions, c'est que leurs juristes, leurs conseillers internes, évaluent les risques et se disent : « Oh non, qu'est-ce qu'on fait maintenant ? »

Mieux vaut annuler le contrat, parce qu'ils ne sont pas obligés d'en avoir un avec vous. Mais évidemment, c'est tout un sac de nœuds. Et le fait que vous soyez exposé à ça, c'est bien sûr une partie du plan : vous compliquer la vie au maximum. Mais est-ce que l'Union européenne vous a déjà parlé, en vous disant ce qu'elle voudrait que vous fassiez pour qu'ils lèvent les sanctions? Parce qu' officiellement, les sanctions ne sont pas une punition, n'est-ce pas? Ce sont des mesures éducatives, censées vous apprendre à corriger votre comportement illégal. Il y a donc un comportement illégal que vous auriez, et qu'ils ne veulent plus voir, alors ils vous apprennent à ne plus faire ce qu'ils n' aiment pas. Est-ce qu'ils vous ont déjà clairement expliqué ce que vous devriez faire pour être retiré de la liste?

#Jacques Baud

Non, je n'ai reçu aucune communication officielle, ni de la Suisse, ni de l'Union européenne, ni du gouvernement belge. Je n'ai jamais rien reçu d'écrit, aucun message, aucun appel. Enfin, de la Suisse, oui, j'ai eu deux ou trois coups de fil. Mais du reste — l'Union européenne, le gouvernement belge — absolument rien. Il n'y a que cette autorisation pour les besoins essentiels, cette exemption dont j'ai parlé tout à l'heure. Mais ça, c'est le résultat de la demande de mes avocats, et c'est à eux qu'on s'est adressé. Moi, personnellement, on ne m'a jamais contacté, d'aucune manière. Voilà.

#Pascal

C'est une situation très dystopique, parce que ce qui vous arrive peut, bien sûr, potentiellement arriver à n'importe qui, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union européenne. À n'importe qui. Personne n'est à l'abri, parce que le Conseil européen, celui qui a adopté les sanctions, a le droit légal d'imposer ça à qui il veut, selon son bon plaisir. Et franchement... ça ne devrait pas être possible dans une société démocratique. Mais malheureusement, ça l'est.

#Jacques Baud

Eh bien, voilà. Et vous savez, aujourd'hui on parle de la Russie, ou de choses comme ça. Mais demain, ce sera peut-être la Palestine, ou tout autre sujet. C'est ça que les gens doivent comprendre. Parce que beaucoup disent : « Ah, il est pro-russe. » Alors que, d'ailleurs, je n'ai jamais dit que j'étais pro-russe. C'est un point très important. Je n'ai jamais exprimé, d'aucune manière, que j'étais pro-russe ou pro-ukrainien, d'ailleurs. Je revendique une position neutre dans ce conflit, dans la tradition suisse, si vous voulez. Mais au-delà de ça, vous savez, aujourd'hui on dit : « Bon, être pro-russe, ce n'est pas très populaire. »

Mais demain, ça pourrait concerner tout autre chose. C'est ça que les gens ne réalisent pas. Et comme vous l'avez justement dit, à l'avenir, n'importe qui pourrait être sanctionné en interne. Ce n' est pas considéré comme une punition. Du coup, ils peuvent contourner tout cadre juridique, puisque c'est une décision politique. Et c'est pour ça qu'on appelle ça « extrajudiciaire ».

Extrajudiciaire, ça veut dire que c'est en dehors du système judiciaire qu'on connaît. Donc toutes les lois qu'on a, les droits humains et tout le reste, sont contournés par une décision politique. C'est ça qui est fascinant. Et ça veut dire que le Conseil de l'Union européenne, celui qui a décidé des sanctions, ne savait en fait même pas pourquoi j'avais été sanctionné.

C'est intéressant, parce que, à deux ou trois reprises, pendant la séance de questions-réponses, un journaliste a interrogé le gouvernement allemand sur mon cas précis en Allemagne. Et ce qui est apparu, c'est que les Allemands ne savaient même pas qui j'étais, ni ce que j'avais fait. Pourtant, ils ont quand même approuvé la décision. Et quand ils ont dit qu'ils l'approuvaient, je veux dire, ils étaient simplement convaincus que c'était juste. C'est l'expression qu'ils ont utilisée. Mais ils ont ajouté : « maintenant, ça fera peur aux autres ». C'est ce qu'a déclaré le représentant du ministère allemand des Affaires étrangères. Donc, l'idée, c'est de faire peur aux gens qui pourraient avoir des opinions différentes. C'est une gestion par la terreur. Rien d'autre. Oui... c'est ça.

#Pascal

C'est tout simplement un mécanisme très répressif, et d'ailleurs assez incroyable, surtout quand on pense que ça vient de gens qui crient haut et fort qu'ils sont au pouvoir pour protéger le système démocratique. Mais bon, on connaît maintenant la duplicité de ces personnes. Et certains, en réalité, ne sont même pas assez intelligents pour comprendre ce qu'ils font. Cela dit, je vous souhaite vraiment beaucoup de courage dans votre combat juridique, pour essayer de ramener tout ça dans le cadre légal, et pour défendre vos droits. Changeons peut-être un peu de sujet maintenant, parce que je suis aussi très curieux. Vous êtes l'un des plus grands spécialistes de Suisse, et même d'Europe, en matière d'analyse juridique et de conflits.

Je me demande vraiment comment vous analysez, en ce moment, la situation de la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran. Aujourd'hui, lundi vingt, nous sommes encore sous une forme de cessez-le-feu, conclu pour une dizaine de jours. Il va sans doute prendre fin. On est dans une situation où les États-Unis ont imposé un blocus à l'Iran, et l'ont même étendu, en déclarant qu'ils interviendraient contre tout navire civil iranien, où qu'il se trouve dans le monde. En gros, ils interdisent à l'Iran toute activité commerciale sur les mers, que les États-Unis affirment contrôler. Donc, d'une certaine manière, ils considèrent que cela leur appartient. Je suis presque sûr que beaucoup d'États vont contester cette position — d'ailleurs, c'est déjà le cas. Mais vous, comment lisez-vous la situation actuelle ?

#Jacques Baud

Eh bien, nous entrons dans une phase très dangereuse, parce qu'il y a des gens qui ont, disons, des attentes exagérées. En particulier Donald Trump, qui a lancé cette guerre sans imaginer qu'elle durerait plus longtemps que prévu. Il comptait sur des résultats très rapides. Et en fait, il veut des résultats rapides. C'est là tout le problème. On l'a déjà vu avec les différentes soi-disant négociations qu'il a menées dans d'autres conflits. Il les a réglées en quelques jours, vous voyez, alors qu'on sait

très bien que ces conflits demanderaient des négociations sur des semaines, voire des mois, peut-être même des années, pour parvenir à une solution durable et solide. Mais lui, il veut des résultats rapides, simplement pour montrer à quel point il est bon.

Le problème, c'est que dans ce cas avec l'Iran, il a voulu imposer une solution. Et en gros, c'est ce qu'on a vu à Islamabad, où, en fait, il a simplement dit : « Voilà ce qu'on veut. Et si vous ne voulez pas le faire, alors on reprend la guerre. » Donc, l'art de la négociation chez Donald Trump ressemble plus à du chantage qu'à une véritable négociation diplomatique. Et ce problème est aggravé par le fait que, comme il comprend qu'il a mis le doigt dans quelque chose qu'il ne maîtrise pas, il a maintenant peur des conséquences. Il est, d'une certaine manière, acculé. Et comme toute personne acculée, il peut réagir de façon très imprévisible.

Et ça, par nature, c'est imprévisible. Mais dans une telle situation, Trump pourrait être encore plus imprévisible, et même plus dangereux. On a d'ailleurs une situation assez similaire en Israël. Parce qu'Israël a un autre problème : ils ont manifestement menti aux États-Unis pour leur faire croire que c'était le bon moment pour attaquer l'Iran. Qu'il était affaibli sur le plan institutionnel, et qu'une opération rapide contre le régime déstabiliserait le pays et permettrait une victoire rapide, si on veut. Du coup, aujourd'hui, les relations entre Israël et les États-Unis font beaucoup débat, surtout aux États-Unis. Les gens se demandent vraiment quelle est la nature de cette relation, et si elle n'est pas devenue toxique.

Et Israël, en plus de tout ça... eh bien, puisque l'Iran ne peut pas atteindre les États-Unis, ou seulement de manière très limitée à travers toutes les bases dispersées au Moyen-Orient, évidemment, l'Iran peut atteindre Israël. Et l'Iran l'a démontré — et ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, puisqu'on l'a vu en deux mille vingt-quatre et en deux mille vingt-cinq — que l'Iran était capable, en fait, non pas de contourner, mais de traverser ces défenses aériennes, y compris le Dôme de fer, le système Arrow, la Fronde de David, et d'autres systèmes de défense aérienne. L'Iran a donc la capacité technique de franchir ces défenses, et par conséquent, de placer Israël dans une situation comme s'il était à nu face à ces attaques. Autrement dit, la suprématie technologique d'Israël, qui avait quelque chose de mythique au Moyen-Orient, s'est complètement effondrée.

Et donc, aujourd'hui, Israël souffre d'un vrai manque de crédibilité vis-à-vis du reste du monde, d'un manque de crédibilité entre Israël et les États-Unis, et aussi d'un manque de crédibilité militaire. Jusqu'à présent, tout le monde craignait Israël, parce qu'on pensait — et c'est ainsi qu'Israël se présentait — qu'il était invulnérable. Mais tout le monde voit bien maintenant qu'Israël ne l'est pas. À cela s'ajoute un manque de crédibilité des États-Unis vis-à-vis de leurs alliés, parce qu'on a vu que, malgré le nombre de bases américaines au Moyen-Orient, malgré tous les systèmes de défense aérienne et d'alerte avancée, les États-Unis n'ont pas été capables de défendre ni Israël, ni leurs amis arabes.

Donc, on voit bien que tout le récit occidental — et quand je dis occidental, j'inclus Israël, parce que je ne pense pas qu'Israël ait, en réalité, une culture qui s'intègre au Moyen-Orient. C'est, par nature,

une culture européenne, pas une culture moyen-orientale. Quoi qu'il en soit, tout ce récit occidental est en train de s'effondrer avec ça. Et on voit qu'en fait, l'Iran est un pays beaucoup plus fort. On voit que l'Iran n'est pas isolé. On observe exactement la même chose qu'avec la Chine et la Russie : ces pays ne sont pas seuls. Bien sûr, militairement, ils agissent de manière indépendante, mais ils sont fortement soutenus par d'autres acteurs, on pourrait dire, du groupe des BRICS, si vous voulez.

Mais en fait, on est aujourd'hui, d'une certaine manière, dans ce qu'on pourrait appeler un choc des civilisations. Ce n'est plus un affrontement entre des systèmes politiques, comme pendant la guerre froide, mais un affrontement entre différentes visions du monde. D'un côté, il y a ceux qui imaginent un monde plus multipolaire, où chacun apporte quelque chose à la communauté. Et de l'autre, un monde occidental qui reste attaché à ses vieux principes d'hégémonie. Certains diraient que c'est une forme d'impérialisme. Je ne sais pas si le mot est encore juste aujourd'hui, mais c'est celui qu'on peut employer. En tout cas, c'est cette vieille manière qu'a l'Occident de se voir face au reste du monde. Donc oui, on est bien dans un véritable choc des civilisations, en réalité. Est-ce que...

#Pascal

La question de la civilisation, moi, je trouve ça vraiment intéressant, parce que la vraie question, c'est : comment faut-il comprendre correctement le désordre dans lequel on se trouve aujourd'hui, en deux mille vingt-six, non ? Comprendre les changements et les basculements des grandes puissances après coup, vingt ou vingt-cinq ans plus tard, c'est beaucoup plus facile. Parce qu'on peut regarder en arrière, on sait ce qui s'est passé ensuite. Mais quand on est en plein dedans, c'est très, très difficile. Certains disent qu'on est déjà dans une sorte de troisième guerre mondiale, où tout s'effondre et où les règles deviennent complètement anarchiques. D'autres parlent d'une deuxième guerre froide. Et puis, il y a aussi le cadre du choc des civilisations.

Je me demande si le mot "civilisation" est vraiment la bonne façon d'en parler, ou s'il vaudrait mieux dire un "choc des cultures". Parce qu'on voit aussi que la manière de se battre, la façon dont les guerres sont menées, est différente. Par exemple, les Russes ne combattent pas comme les Européens, ou disons les Américano-Européens. Les Russes — appelons-les "l'Occident politique", comme le fait souvent Richard Sakwa — forment un ensemble, un groupe qui se prolonge lui-même. Et les Iraniens, eux aussi, se battent d'une manière très différente, non ? Les Iraniens, par exemple, ne pratiquent pas la brutalité que l'Occident politique met en œuvre à travers Israël, avec ce qu'on peut qualifier de génocide en Palestine, d'attaques génocidaires au Liban, et ainsi de suite. Pourquoi, selon vous, le mot "civilisation" décrit-il le mieux ce moment ?

#Jacques Baud

Eh bien, vous savez, je suis un vétéran de la guerre froide. J'étais en Italie pendant cette période. À l'époque, on se battait contre un système. Pour dire les choses simplement, on ne voulait pas du système communiste dans nos pays. Et de leur côté, le Pacte de Varsovie et le monde communiste ne voulaient pas d'une société de type impérialiste. On se battait donc contre des systèmes. Pendant

la guerre froide, on combattait l'Union soviétique, pas le peuple soviétique. Aujourd'hui, on combat les Russes. Vous voyez, c'est ça, la différence. On impose des sanctions aux citoyens russes.

On sanctionne des journalistes russes et des choses de ce genre. Par exemple, juste pour donner une idée, il y a ce célèbre tableau à la National Gallery de Londres, « Les danseuses russes » — enfin, je ne sais plus comment on dit exactement en anglais — qui a été rebaptisé « Les danseuses ukrainiennes ». Et là, on voit bien qu'on n'est plus dans un combat politique. On est dans tout autre chose. Quand, en France, par exemple, une banque peut refuser d'ouvrir un compte, ou même fermer un compte, simplement parce que votre nom sonne russe. Parce que votre nom sonne russe.

#Pascal

C'est ce qu'ils ont fait. Ils ont fermé des comptes bancaires simplement parce que le nom sonnait russe.

#Jacques Baud

Ça, ça a été rapporté dans Le Figaro, dans Le Monde. Ce n'est pas quelque chose qu'on invente... enfin, j'en ai parlé dans mon livre. Je vous crois, je vous crois. Ce que je veux dire, c'est qu'on n'est plus dans une lutte politique. On ne se bat plus contre un système. Ce n'est pas parce qu'on a peur que les Russes imposent un certain type de système politique en Europe. Non, c'est juste parce qu'on ne veut pas, parce qu'on n'aime pas les Russes. Et toutes ces sanctions contre des individus, ça montre bien le changement de mentalité, la façon dont on comprend les conflits aujourd'hui. En gros, la Russie a le même système économique que nous, à peu de choses près. Il y a sans doute des différences, mais au fond, on ne parle pas de systèmes différents. Ce n'est pas comme si on opposait une économie planifiée à une économie libérale, ou quelque chose comme ça. Donc, ce n'est pas contre un système qu'on se bat.

Nous sommes simplement en train de nous battre. Et on peut même aller plus loin. Si vous écoutez les commentateurs, on dit qu'on se bat contre Poutine, donc contre un individu. Pendant la guerre froide, on ne se battait pas contre Brejnev, ni contre Andropov, ni contre qui que ce soit d'autre. On se battait, encore une fois, contre un système. Et c'est bien ça, la différence. On peut jouer avec les mots. On peut parler de culture, ou de civilisation. Il y a sans doute plusieurs façons de comprendre ces termes. Et je ne vais pas en faire une religion. Mais le fait est que les fondements du conflit ont changé. Aujourd'hui, on se bat contre des individus. Même contre l'Iran, si on regarde de près. Contre quoi, exactement, sommes-nous en train de nous battre ? Parfois, on dit que c'est un système qu'on n'aime pas, à cause de la situation des femmes en Iran. Mais alors, qu'en est-il de la situation des femmes en Corée du Sud, ou en Arabie saoudite ?

#Pascal

Et nous en sommes parfaitement satisfaits, puisque l'UNICEF a publié les chiffres il y a deux jours. Nous sommes donc parfaitement satisfaits qu'Israël tue en moyenne quarante-sept femmes par jour.

#Jacques Baud

Exactement. Par jour, à Gaza.

#Pascal

C'est tout à fait normal. Ça s'appelle de la légitime défense. Pas de problème avec ça. Mais si on diffuse le moindre stéréotype sur la vie des femmes en Iran, qu'il soit prouvé ou non, ça, ce n'est pas acceptable. Ça doit disparaître.

#Jacques Baud

Exactement. C'est bien là tout le problème. On ne sait pas vraiment contre quoi on se bat. Et on avance toutes sortes de justifications. Parfois, on dit qu'on se bat à cause des capacités nucléaires de l'Iran, alors qu'on sait très bien que, selon les services de renseignement américains, il a été clairement établi que l'Iran ne cherchait pas à se doter de la bombe nucléaire. Donc ils ne travaillent pas là-dessus. Ils n'en veulent pas. Et jusqu'à présent, si on regarde les rapports de l'AIEA, on voit que l'Iran s'est toujours concentré sur l'aspect civil du nucléaire. Alors, qu'est-ce qu'on veut exactement ? Maintenant, on parle de supprimer les missiles balistiques. Mais d'un autre côté, qui menace vraiment, et qui a déjà attaqué l'Iran jusqu'à présent ?

Bien sûr, on peut parler des différentes attaques qu'on a subies depuis deux mille vingt-quatre, comme je l'ai déjà mentionné. Mais on pourrait aussi évoquer toutes les attaques menées par les services secrets israéliens contre des scientifiques iraniens au cours des dernières décennies. Ou encore ce que les États-Unis, et surtout la France, ont fait pour encourager le terrorisme à l'intérieur de l'Iran depuis quarante ans, en aidant, en armant et en formant, disons, des mouvements révolutionnaires terroristes, quels qu'ils soient, en Iran. Donc, l'Iran est sous attaque permanente, avec des variations d'intensité, bien sûr, depuis quarante, quarante-sept ans. Et évidemment, ils cherchent à avoir une capacité de dissuasion. Ils ont renoncé à l'arme nucléaire comme moyen de dissuasion, mais ils ont utilisé à la place des missiles balistiques conventionnels, quand ils ont développé cette technologie. Et bien sûr, il y a le détroit d'Ormuz. Ils ont toujours dit : « Si vous nous attaquez, on bloque le détroit d'Ormuz. » C'est, en quelque sorte, leur propre version de la bombe nucléaire, si on veut.

#Pascal

Donc, c'est quelque chose qui dépasse largement les frontières immédiates du pays. Mais laissez-moi vous poser deux questions, parce qu'elles me trottent dans la tête en ce moment. La première

concerne cette question de ce qui nous motive, nous, dans ce qu'on appelle l'Occident politique. Quand il s'agit de la Russie, on parle souvent de « russophobie ». Mais je trouve que ce n'est pas le bon mot, parce que « phobie » suppose la peur. Et moi, je ne vois pas de peur. Je vois de la haine. Je vois de la haine envers tout ce qui est russe, du mépris pour tout ce qui vient de Russie, et une volonté de l'effacer. C'est pareil avec l'Iran, cette idée d'éradiquer l'Iran, n'est-ce pas ? Et tout cela, bien sûr, on le rattache au système, au régime politique, comme on dit toujours. On ne parle jamais de gouvernement, on parle toujours de régime.

Mais la haine pour ça, et le besoin de l'éliminer, c'est peut-être le premier point. Le deuxième, que je voulais vous poser, c'est pourquoi ça fonctionne ainsi. Parce que ce que je vois, c'est ce que j'appelle la nature solipsiste des Euro-Américains. Et la question nucléaire illustre ça parfaitement. L'Iran dit depuis des années : nous ne voulons pas de la bombe. Nous avons une fatwa contre la bombe. Nous ne voulons pas d'armes nucléaires, parce qu'elles sont impies, contraires à Dieu. Nous n'en produisons pas, nous n'en voulons pas. Mais nous voulons le droit à un programme nucléaire civil. Pendant ce temps, les Euro-Américains répètent depuis toujours : vous la voulez, on le sait, et on vous empêchera de le faire. Pourtant, ils ont signé le JCPOA, et ça fonctionnait. L'Agence internationale de l'énergie atomique l'a confirmé : l'accord marchait, et les Iraniens ne travaillaient pas dessus.

Mais les Euro-Américains, et surtout les Américains, continuent de faire semblant de croire que, non, c'est bien ce que les autres veulent. Et ensuite, on lit ces articles dans le New York Times qui disent : « Ah, notre approche fonctionne, parce que parmi tous les États qui cherchent à se doter de l'arme nucléaire, l'Iran est celui qui met le plus de temps à en développer une, et il n'en a toujours pas. » Et là, ils citent l'exemple d'Israël, du Pakistan, de l'Inde et de la Corée du Nord, qui ont développé illégalement des armes nucléaires, en violation du TNP. Donc, selon eux, ce qu'ils font, ça marche. C'est comme si on parlait à quelqu'un qui n'a jamais vraiment discuté avec une personne de l'autre camp. Et c'est comme ça qu'ils finissent par se convaincre qu'ils ont raison. Désolé, ce sont deux questions différentes, mais qu'en pensez-vous ?

#Jacques Baud

Eh bien, les deux questions sont liées, d'une certaine façon. Ça veut dire qu'on a été conditionnés à propos de ces pays, la Russie et l'Iran. Pour beaucoup de gens, l'Iran représente la pire image, enfin, le visage le plus effrayant de l'islam. Alors que, si on regarde de plus près, on voit que l'islam chiite est en réalité bien plus libéral que l'islam sunnite. Et la société iranienne est beaucoup plus ouverte que les sociétés sunnites, je veux dire, là où l'islam est appliqué de manière très stricte, comme dans la péninsule Arabique. Donc, il n'y a pas de vision vraiment objective de ce qu'est l'Iran. On a été conditionnés, parce que les Américains, pendant toute la guerre froide, ou du moins la plus grande partie, considéraient l'Iran comme un ennemi. Et nous, on a adopté les ennemis des Américains. On a fait exactement la même chose avec la Russie. Évidemment, la Russie est un concurrent des États-Unis, et les États-Unis la voient comme un adversaire, un rival.

#Pascal

Mais ce n'est pas un rival de l'Europe, en fait.

#Jacques Baud

Au contraire, c'est quelque chose de complémentaire à l'Europe. Et donc, on aurait pu développer des discussions et des relations harmonieuses. Le problème, c'est qu'en Europe — et je l'ai vécu personnellement quand j'étais à l'OTAN, en discutant avec d'autres officiers, d'autres colonels de ce qu'on appelait la vieille Europe, c'est-à-dire la France, l'Italie, l'Espagne, enfin, ce que Donald Rumsfeld appelait la vieille Europe — tous avaient la même impression : que l'OTAN laissait plus de place à la nouvelle Europe. Je veux dire, les pays baltes, la Pologne, et ainsi de suite, ceux qui avaient rejoint l'OTAN plus récemment, et qui, en fait, étaient plus liés aux États-Unis. Et souvenez-vous, Donald Rumsfeld avait fait cette distinction entre la vieille et la nouvelle Europe, à l'époque des discussions sur la guerre en Irak.

Et ceux qui ont soutenu l'invasion de l'Irak par les États-Unis, c'était précisément la « nouvelle Europe ». Je veux dire, les premiers contingents venaient d'Ukraine, de Pologne, des pays baltes, surtout de Lituanie. Tous ont participé à cette attaque contre l'Irak avec enthousiasme, alors que les autres étaient beaucoup plus réticents, en particulier l'Allemagne et la France. Les autres ont essayé de faire quelque chose, mais là encore, sans grande conviction. Quoi qu'il en soit, on voit bien que l'influence de cette nouvelle Europe, au sein des institutions internationales européennes comme l'OTAN et l'Union européenne, a augmenté, justement parce qu'elle était pro-américaine. Et donc, les États-Unis ont encouragé cela, car c'était pour eux leur cheval de Troie à l'intérieur de ces organisations.

Je veux dire, surtout l'Union européenne. L'OTAN, c'est essentiellement une organisation américaine, donc il n'y a pas besoin d'y ajouter un autre cheval de Troie. Mais elle soutient aussi, parce que toutes les décisions y sont prises par consensus. Du coup, plus on a de pays avec soi, mieux c'est. On voit donc une influence grandissante de la part des pays les plus hostiles à la Russie. Et ils le sont à un point tel qu'ils sont prêts à nuire à leur propre économie, juste pour satisfaire, disons, leur haine. On l'a vu, par exemple, avec l'électricité. Pendant des années, les États baltes, qui faisaient autrefois partie de l'Union soviétique, avaient une électricité très bon marché. Ils étaient connectés au réseau électrique russe.

Et l'année dernière, ils ont tout changé. Ils se sont connectés à un réseau électrique européen qui, soit dit en passant, a coûté des centaines de millions d'euros. Et maintenant, ils paient leur électricité deux ou trois fois plus cher que ce qu'ils payaient aux Russes. Donc, on ne comprend pas vraiment quel était le besoin, puisque les Russes n'ont jamais menacé ces pays de les priver d'électricité. C'est exactement la même chose avec le gaz, le gaz liquéfié. On est donc dans une forme de haine qui dépasse la rationalité. Ça va au-delà de la rationalité économique. Et aujourd'hui, avec ce conflit, les tensions à Ormuz et tout le reste, on voit bien que tout cela nous ramène à une réalité très dure.

Et même aujourd'hui, on voit dans l'Union européenne des gens qui envisagent de reprendre certains contacts avec la Russie pour acheter de l'énergie, parce que l'énergie est devenue extrêmement chère en Europe. Et ça a évidemment un impact sur la compétitivité des industries européennes sur le marché mondial. Donc on voit bien qu'on est au-delà du rationnel ici, et dans les deux conflits. Alors, on peut discuter du mot « russophobie », je ne sais pas si c'est le terme exact, mais on comprend ce que ça veut dire. Et clairement, ce dont on parle dépasse la logique rationnelle. C'est la même chose avec l'Iran. Le problème qu'on a aujourd'hui en Europe, c'est qu'on n'aime pas Trump, et du coup, je ne sais pas si on déteste plus l'Iran ou Trump. Et c'est pour ça qu'on remet en question l'attaque.

Mais imaginez qu'Obama ait lancé cette attaque. Vous auriez eu un soutien total des Européens pour n'importe quelle attaque. Donc nous en sommes là, et ça montre à quel point la prise de décision en Europe est devenue complètement irrationnelle. Elle est tournée vers le court terme. On ne voit pas les conséquences à long terme de nos décisions. On voit bien que ces décisions ne reposent même pas sur des informations fiables. Et comme je l'ai déjà expliqué, quand il s'agit du nucléaire — et on l'a entendu à plusieurs reprises, si vous écoutez par exemple le ministre français des Affaires étrangères — il revient sans cesse sur cette question du nucléaire en Iran. Alors même que les services de renseignement américains ont dit qu'ils n'avaient pas de bombe, qu'ils n'en voulaient pas. Exactement. On le sait. Si on avait un processus de décision rationnel, fondé sur une évaluation du renseignement et tout ce qui va avec, on dirait : bon, donc le nucléaire n'est pas un problème.

On peut avoir d'autres problèmes, bien sûr, mais ce sont ceux-là dont on parle. Imaginons qu'on ait un problème avec le système, avec le régime, parce que les femmes doivent porter le voile. Bon, dans ce cas, il faudrait d'abord poser la même question à propos de l'Arabie saoudite, ou d'autres pays. Mais admettons que ce soit un vrai problème. Est-ce un problème qu'on peut résoudre par la guerre ? Probablement pas. Ce genre de chose peut sans doute se régler autrement. Et je suis convaincu, d'ailleurs, que si on avait une politique plus ouverte, une politique étrangère plus ouverte envers l'Iran... Parce que l'Iran a envoyé beaucoup de signaux, surtout ces dernières années, et en particulier après le JCPOA. À ce moment-là, les Européens avaient la possibilité de lever les sanctions, puisque l'Iran respectait l'accord. Mais les Européens n'ont même pas essayé.

Si nous avions essayé ça, si nous avions levé les sanctions, si nous avions amélioré nos relations avec l'Iran, tout le système s'en serait trouvé renforcé. Le régime, le soi-disant régime, se serait sans doute adouci. Mais aujourd'hui, en Iran, on est dans un état d'esprit particulier — un peu comme en Russie, d'ailleurs — parce qu'ils se sentent menacés. Ils ont le sentiment d'être face à une menace existentielle. Et ça, ça a renforcé le soi-disant régime. Ça a renforcé la volonté de se battre contre l'Occident. Ça a renforcé, et même ceux qui... et nous avons des documents, on le voit en Iran, même sur les réseaux sociaux... ces femmes qui manifestaient en janvier sont aujourd'hui complètement du côté du gouvernement.

Parce qu'au-delà de leur propre lutte politique, il y a une lutte bien plus importante qui s'est imposée. C'est la lutte existentielle contre les Américains. Et donc, on refait sans cesse les mêmes erreurs quand on essaie de traiter les problèmes dans ce qu'on appelle l'Occident. On part du principe que les gens réagissent comme nous réagirions. Alors qu'en réalité, ce sont des cultures complètement différentes, avec d'autres façons de comprendre les êtres humains : le sens de la guerre, le sens de la paix, le sens de la négociation, le sens de la vie, le sens de la mort. Tout cela a une autre signification. Et c'est là que les choses se compliquent, quand on commence à leur imposer notre culture. Eh bien, tout ça finit par mener à une confrontation.

#Pascal

Oui, non, ce sont des remarques très importantes. J'ai un ancien étudiant qui m'a récemment demandé : pourquoi les Iraniens ne semblent-ils pas abattus par le fait que leur guide suprême ait été tué par les Américains ? Pourquoi ce n'est pas un moment à la Adolf Hitler, vous savez, quand il se tire une balle dans son bunker et que tout s'effondre ? Et la réponse, c'est que non, le système ne fonctionne pas comme ça. C'est l'Iran : les gens sont prêts à mourir. C'est une très bonne question. Oui, une très bonne question.

#Jacques Baud

Et ça, c'est fondamental. L'idée de la victoire dans le monde musulman est complètement différente de la notion de victoire en Occident. En Occident, on considère qu'il y a victoire quand on détruit son ennemi. Dans le monde musulman, on parle de victoire quand on ne renonce pas. Donc, pour un musulman, la victoire, c'est une victoire sur soi-même, pas sur l'ennemi. Ce n'est pas le nombre de personnes que vous détruisez qui fait de vous un vainqueur ou non. La victoire se définit par le fait de ne pas abandonner. Et ça, c'est extrêmement important. C'est aussi essentiel pour la lutte palestinienne, par exemple. C'est pour ça qu'ils n'ont pas peur de mourir.

Parce que pour eux, ça montre simplement que vous n'avez pas abandonné la lutte. Vous êtes engagé. Vous gardez la tête droite. Vous ne cédez pas face à un ennemi plus fort. Quelle que soit la force de l'adversaire, il faut garder la volonté de se battre. Et c'est, en substance, exactement le sens du mot « djihad ». Le mot « djihad » vient de « jahada », qui veut dire lutter, résister. C'est ça, le vrai sens du djihad. Et résister, ce n'est pas chercher à détruire l'ennemi, mais résister à la tentation d'abandonner le combat, de renoncer. Voilà ce que signifie le djihad. Oui.

#Pascal

Et dans ce sens, tu n'auras jamais un moment à la Vercingétorix, où l'autre camp te promènerait en triomphe parce que tu t'es rendu, parce que tu as abandonné, tu vois ? Et ensuite, on t'exhiberait à Rome avant de t'exécuter sur la place principale. Non, tu mourras comme Yahya Sinwar est mort à Gaza.

#Jacques Baud

Exactement. Si vous voulez prendre un exemple, en tant que Suisse, ou que le peuple suisse connaît bien, c'est Winkelried. C'est l'exemple même — celui qui s'est sacrifié pour une cause. Et c'est ça, la victoire. Quand on se bat pour quelque chose, qu'on s'y engage jusqu'au dernier moment, c'est ça, la victoire. C'est la définition même de la victoire. Et ces deux définitions différentes de la victoire illustrent parfaitement — et c'est pour ça que j'ai écrit plusieurs livres sur la guerre asymétrique — la substance même de l'asymétrie : quand la logique des deux adversaires est totalement différente. Et en réalité, si vous essayez de dissuader un terroriste en le tuant, comment pouvez-vous dissuader quelqu'un en tuant une personne qui est déjà prête à mourir ?

Oui. Ça perd tout son sens. Exactement. Et c'est justement ça, c'est l'essence même de la guerre asymétrique. Dans une guerre symétrique, les deux acteurs suivent la même logique. Ils ont la même façon de raisonner, la même culture de la guerre, en quelque sorte. Mais dans une guerre asymétrique, c'est un système où chacun agit selon des principes différents, selon une logique différente. Et c'est exactement ce qu'on voit ici. C'est pour ça, d'ailleurs, que les Israéliens n'ont jamais compris cette réalité. C'est la raison pour laquelle c'est le seul pays, encore aujourd'hui, qui parle de terrorisme après plus de quatre-vingts ans. Parce qu'ils n'ont jamais réussi à saisir la logique fondamentale de la résistance palestinienne. Et c'est justement là que réside la force des Palestiniens. C'est exactement ça.

#Pascal

Ça conduit à beaucoup de morts. À des situations vraiment terribles. La question, pour moi, c'est comment en sortir, non ? Et si au moins une partie du problème, c'est que nous, dans l'Occident politique, nous n'agissons plus de façon rationnelle, mais émotionnelle, alors la vraie question, c'est : est-ce que la solution à cette stupidité dans laquelle nous sommes plongés, ce serait une sorte de rééducation émotionnelle ? Est-ce qu'on doit réfléchir à la manière de traiter ces pays sur le plan émotionnel plutôt que rationnel ? Et vous, dans votre carrière, en traitant avec des parties en guerre, avez-vous déjà vu des situations où la voie vers une solution ne passait pas par le dialogue, mais par une action sur les émotions d'un des camps ?

#Jacques Baud

Eh bien, dans ma carrière, j'ai été impliqué dans de nombreux petits conflits en Afrique, en Afrique du Nord, et ailleurs. J'ai même eu des activités de médiation, des choses de ce genre. Mais heureusement, j'ai eu affaire à des gens capables d'avoir une approche rationnelle du conflit. Quand on parle de l'Occident, je pense que c'est là que, surtout depuis le début des années deux mille, on a développé une approche très, très émotionnelle, d'abord vis-à-vis du terrorisme et de tout ce qui l'entoure. Et ça devient extrêmement difficile, parce que c'est devenu, comme on le voit dans des pays comme la France par exemple, une sorte de problème intérieur. Les gens finissent par se

détester, parce que chaque musulman est perçu comme un terroriste, avec ce genre de vision schématique.

J'ai remarqué que la mentalité occidentale est moins encline à la rationalité que d'autres. On peut parler de la façon dont la rationalité est envisagée ailleurs dans le monde, notamment dans le monde musulman, mais eux, ils ont une rationalité. C'est une forme de rationalité. Alors que nous, nous avons abandonné la nôtre, et nous ne savons même plus pourquoi nous les combattons. Je veux dire, toutes les guerres que nous avons menées et provoquées dans tout le Moyen-Orient, depuis un quart de siècle maintenant, ont complètement déstabilisé la région. Et en plus, comme nous avons rendu la vie impossible au Moyen-Orient, les gens viennent en Europe, et maintenant, les Européens se battent contre l'immigration. Donc, en réalité, c'est nous qui avons créé les conditions de tout cela.

Nous sommes donc pris dans une sorte de cercle vicieux que nous avons créé nous-mêmes. Et il n'y a vraiment personne, je ne vois absolument personne en Occident, surtout parmi les dirigeants. Peut-être que, dans certains partis, dans certains pays, il y a des gens qui se rendent compte de ce cercle vicieux dans lequel nous sommes. Mais parmi les responsables politiques que nous avons aujourd'hui en Europe et dans les pays européens, on a l'impression que ce n'est pas compris. Ils ont tendance à faire monter le conflit, parce que, s'ils ne trouvent pas de solution — et là, on revient à la situation qu'on a connue avec l'Iran —, ils ne trouvent pas de réponse au problème qu'ils ont eux-mêmes créé. Et donc, au lieu de reculer un peu et de dire : bon, d'accord, on s'est trompés...

Il faut qu'on prenne un peu de recul, qu'on s'arrête un instant, et qu'on recommence à parler. Non, ce n'est pas leur approche. Eux, ils pensent qu'en faisant monter le conflit, ils finiront par l'emporter. Et c'est là que je trouve la situation extrêmement dangereuse, parce que c'est exactement ce qu'on a fait. Ce qu'on a vu en Palestine à partir d'octobre deux mille vingt-trois, c'est précisément ça. En fait, on réagit exactement comme les Israéliens l'ont fait. Ce n'est pas tout à fait au même niveau d'intensité. On peut discuter pour savoir si c'est plus ou moins fort, mais en termes de vies humaines, c'est clairement moins que ce qui s'est passé en Palestine. Mais dans tous les cas, c'est la même logique. Au lieu de chercher une solution à une situation qu'on pouvait prévoir, on a tendance à surréagir.

On a tendance à mettre plus de force, plus de force brute. On devient plus violent. On apporte plus de destruction, parce qu'on pense qu'en faisant monter le conflit, on finira par l'emporter. Mais ça, c'est très européen, ou disons occidental, parce que les États-Unis ont la même mentalité. Notre idée de la victoire repose toujours sur le rapport de force. Et c'est justement là que réside le problème. On n'arrive pas à anticiper les problèmes, ni à les prévoir. On réagit de manière émotionnelle, irrationnelle. Et ensuite, on se lamente parce que la situation nous échappe, et qu'on se sent obligé d'en rajouter encore. C'est exactement ce qu'on vit aujourd'hui. C'est exactement ce qu'on a connu par le passé, ce qu'on voit au Liban, et ailleurs. Toutes ces situations, c'est nous qui les avons créées. Toutes, sans exception.

#Pascal

C'est une impasse. Cette approche ne fonctionne que si, au bout du compte, on a vraiment l'avantage dans une guerre conventionnelle. Et ce n'est plus le monde dans lequel on vit. C'est une impasse. Je veux dire, toute l'approche civilisationnelle de l'Occident politique est aujourd'hui dans une impasse. Donc la question, c'est qu'on n'est même plus face au mur. On s'est déjà pris le mur. Et ça, c'est nouveau, non ?

#Jacques Baud

Oui, absolument. Et comme je l'ai dit, le problème vient du leadership. C'est pour ça, en fait, que je ne vois pas d'autre issue. Enfin, on peut trouver des solutions temporaires, bien sûr, mais c'est justement le même problème avec l'Iran et la Russie. Ils savent très bien qu'une solution temporaire reste temporaire. Ça veut dire que tout recommencera à un moment donné. Et pour cette raison, à moins de changer de direction, parce que nous, on ne changera pas d'avis, il faut changer de leadership. Je ne vois vraiment pas d'autre solution.

#Pascal

Ce qui est assez ironique, et je ne veux surtout pas que l'on interprète ce que je vais dire comme autre chose que ce que je dis, c'est que si le vrai problème, c'est le leadership, et si les autres — la Russie, l'Iran et Pékin — en arrivent à la même conclusion, eh bien, c'est quand même curieux : l'Occident a déjà tracé la voie pour changer un leadership, non ? Enfin, qu'on ne me fasse pas dire ce que je n'ai pas dit. C'est juste que, encore une fois, on est en train de créer des précédents. Oui. Des précédents très, très, très dangereux. Et je pense vraiment que les gens à Washington et à Bruxelles devraient commencer à réfléchir à la manière d'éviter que ce genre de choses devienne une norme internationale, parce que, eh bien... c'est déjà en train de se produire.

#Jacques Baud

Eh bien, vous voyez, le problème, c'est : est-ce qu'on en est vraiment capables ? Je veux dire, si on regarde la direction dans le reste du monde — prenons l'Iran, la Chine, la Russie — on voit que leurs dirigeants sont beaucoup plus âgés, qu'ils ont bien plus d'expérience. Quand on parle de politique étrangère, par exemple, ou des diplomates de ces pays, on voit des gens avec une expérience considérable, une vraie expérience de vie aussi. Ils savent prendre du recul face aux problèmes, au lieu d'être directement plongés dedans. Ils ont cette capacité à gérer les choses dans leur ensemble, pas dans le détail.

Je veux dire, eux, ils savent gérer les choses avec un peu de recul, pas dans le détail tactique. Ils pensent de façon stratégique, pas tactique. Alors que nos dirigeants, eux, ont plutôt une approche tactique. Ils n'ont pas beaucoup d'expérience. Ils réagissent très vite à tout. Ils lancent beaucoup d'accusations, et d'ailleurs, leurs décisions reposent souvent sur ces accusations. On le voit tout le

temps. Leur culture politique est très pauvre. On remarque aussi que nos dirigeants manquent de compréhension de l'histoire, et des cultures étrangères. Ils n'ont pas vécu à l'étranger, ils n'ont pas vraiment d'expérience de vie avec d'autres civilisations.

Si on regarde les élites de ces autres pays — la Russie, la Chine, l'Iran — ces gens-là ont passé beaucoup de temps à l'étranger. Ils ont une culture très riche. Ils connaissent l'histoire. Ils comprennent bien mieux les autres cultures que nous ne les comprenons. Et c'est là leur avantage. Ils nous connaissent mieux que nous ne les connaissons. Et ça, il n'y a absolument aucun doute là-dessus. Sun Tzu l'a dit il y a deux mille cinq cents ans : si tu ne comprends pas ton ennemi, tu n'as aucune chance de gagner. Et c'est exactement ça. Nous, on ne les comprend pas. On croit les comprendre. Et c'est là le problème. Les barbares sont aux portes, aux portes de l'Occident, mon ami.

#Pascal

Oui, exactement. Protégez-vous des barbares venus de l'Ouest. Très bien. Jacques, merci beaucoup pour tout ça. C'était un échange vraiment, vraiment fructueux. Pour les gens qui veulent te suivre, lire ce que tu écris... vers où est-ce que je les oriente ?

#Jacques Baud

Eh bien, comme mon livre pourrait être interdit dans certains pays, même s'il n'y a aucune décision de l'Union européenne à ce sujet, certains ont peut-être un peu trop réagi, ou trop voulu se conformer. Quoi qu'il en soit, Amazon reste sans doute la meilleure source pour que les gens, partout dans le monde, puissent se procurer mes livres. J'en ai écrit plusieurs, et le dernier, c'est celui que j'ai derrière moi. Il existe en anglais, pour contribuer à la paix en Ukraine. J'ai aussi d'autres ouvrages liés à l'Iran, notamment **Governing by Fake News**. Celui-là traite du conflit iranien et de l'opération Déluge d'Al-Aqsa, c'est-à-dire l'opération palestinienne du sept octobre deux mille vingt-trois. Ce livre explique aussi le rôle de l'Iran et toute la question du Moyen-Orient, centrée essentiellement sur la cause palestinienne. Mais vous verrez qu'ils sont tous en anglais. Certains ont été traduits en italien, en espagnol, en arabe, en chinois et en russe. En fait, on peut les trouver dans presque toutes les langues.

#Pascal

Oui, allez tous découvrir les livres du colonel Jacques Baud sur Amazon. Cherchez son nom sur Google, tapez-le sur Amazon, regardez ce qu'il propose. C'est une véritable mine de connaissances. C'est vraiment formidable, et on vous invitera très bientôt à revenir. Jacques Baud, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

#Jacques Baud

Merci beaucoup pour l'invitation. Vraiment, merci infiniment.